

La Réplique



FOCUS : LES ENJEUX DU PROCHAIN SCRUTIN FÉDÉRAL

DES PERSONNALITÉS PUBLIQUES
SE LÈVENT POUR DÉFENDRE
RADIO-CANADA



**On ne protège
pas la liberté
en la sacrifiant**

Les travailleurs
en milieu
scolaire font
fonctionner
les écoles
ontariennes

**Lutte à l'austérité :
le Québec se
mobilise**

AFFICHE DÉTACHABLE
VOTER, ÇA COMPTE

« Monsieur, en appuyant un projet de loi que vous savez être dangereux, puis en promettant de le modifier une fois élu, vous prenez nos droits en otage en exigeant notre vote comme rançon. »

Une étudiante de l'Université de la Colombie-Britannique questionne Justin Trudeau sur le projet de loi C-51. p.3

Régime de retraite protégé à Happy Valley-Goose Bay

Au terme d'un lock-out de quatre semaines et deux jours, en plein hiver labradorien, les 43 membres de la section locale 2019 du SCFP ont réussi à protéger leur régime de retraite à prestations déterminées.

« Dès le départ, nous savions qu'il existait une alternative à l'adoption d'un régime de retraite à disparité de traitement qui est synonyme de division. Nous sommes heureux d'avoir pu négocier cette solution, une solution qui assure la viabilité du régime pour de nombreuses années », a souligné le conseiller national du SCFP, Ed White.

La solidarité s'est exprimée sur le piquet de grève où aucun incident n'est survenu. « Nous nous sommes soutenus mutuellement. Les confrères et consœurs ont bravé un hiver rigoureux pour

repousser cette demande de concession. Je suis fier du fait qu'aucun incident ne soit survenu sur le piquet de grève. Toute cette bataille témoigne de la force de caractère de ces hommes et de ces femmes », a déclaré le président de la section locale, Glen Pittman.

Il s'agit d'une victoire majeure dans notre lutte pour le maintien de régimes de retraite au travail de qualité. « Quand on écrira l'histoire du mouvement syndical, on décrira cette petite section locale comme celle pour qui rien n'était impossible. Une direction forte et des membres déterminés, c'est la formule gagnante dans le monde syndical. Quel bel exemple de campagne de riposte réussie pour les 3000 sections locales du SCFP au pays! », a ajouté le président du SCFP de Terre-Neuve-et-Labrador, Wayne Lucas.

■ John McCracken



Des personnalités publiques se lèvent pour défendre Radio-Canada

La campagne *J'aime Radio-Canada*, menée en collaboration avec le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), présente une série de témoignages vidéo provenant de personnalités du monde politique, artistique, scientifique et sportif qui plaident en faveur de Radio-Canada.

La campagne a été lancée par Kim Yaroshevskaya, une comédienne qui a marqué l'enfance de centaines de milliers de téléspectateurs francophones avec ses rôles iconiques, dont Fanfreluche. Du haut de ses 91 ans, elle plaide brillamment en faveur du maintien du diffuseur.

« Le but avoué de la campagne est d'arrêter le démantèlement du diffuseur public en rappelant ce que l'on perd. La survie du diffuseur est en jeu », a expliqué le secrétaire général du SCFP-Québec et responsable de la campagne *J'aime Radio-Canada*, Denis Bolduc.

« La valeur ajoutée de ces capsules réside dans le fait que ce sont les artisans de la SRC qui ont mis la main à la pâte pour les produire. Nos membres voulaient utiliser leurs talents et expertises pour défendre le diffuseur et le résultat est touchant, authentique et convaincant », a conclu Denis Bolduc.

Plus d'une trentaine de capsules ont été produites avec autant de personnalités publiques et seront diffusées sur les réseaux sociaux au printemps.

Les vidéos sont disponibles sur JAIMERADIOCANADA.COM

■ Lisa Djevahirdjian



LA PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU SCFP PRINTEMPS 2015

La Réplique

SSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7 Téléphone : 613-237-1590 Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non distribuables à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

Rédacteur en chef Catherine Louli
Directrice des communications Heather Fraser

Graphiste Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction Hélène Bélanger • Geneviève Robichaud • Michel Saucier

Collaborateurs John McCracken • Lisa Djevahirdjian • Riccardo Filippone • Philippe Gagnon • Mathieu Vick • Andrea Addario • Sonia Marcoux • Clay Suddaby • Greg Taylor • David Jacks • Danielle Savoie

SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Président national Paul Moist

Secrétaire-trésorier national Charles Fleury

Vice-présidences générales Daniel Légère • Lucie Levasseur • Fred Hahn • Kelly Moist • Marle Roberts

Vice-présidences régionales

Wayne Lucas / Terre-Neuve-et-Labrador • Danny Cavanagh / Nouvelle-Écosse • Poste vacant / Nouveau-Brunswick • Lori MacKay / Île-du-Prince-Édouard • Denis Bolduc, Benoit Bouchard / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Henri Giroux / Nord de l'Ontario • Mike Davidson / Manitoba • Judy Henley / Saskatchewan • Don Monroe / Alberta • Mark Hancock, Victor Elkins / Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité Brian Barron • Yolanda McClean

Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30% de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



J'ai ça dans le sang

En 1980, Warren Cluney est embauché comme opérateur de machinerie lourde par la municipalité de Conception Bay South à Terre-Neuve. Il devient alors membre de la section locale 3034 du SCFP.

À l'époque, Conception Bay South était une petite communauté côtière située sur la péninsule d'Avalon, tout près de Saint-Jean. La section locale regroupait 15 employés de bureau et des travaux publics.

En février dernier, Warren Cluney a quitté la présidence de la section locale 3034, après 32 ans à ce poste. Cette section locale compte maintenant près de 170 membres.

Jeune adulte, Warren a découvert le syndicalisme au sein du Syndicat des Métallurgistes, lorsqu'il travaillait dans les mines du Nord québécois. « J'ai rapidement eu le syndicalisme dans le sang », a-t-il indiqué.

Des victoires au chapitre des régimes de retraite comptent parmi les hauts faits de sa



présidence. « Le maintien de notre régime de retraite à prestations déterminées TRIO, lors de la dernière ronde de négociations, constitue une victoire importante, mais ce n'était rien à côté d'obtenir ce régime 28 ans auparavant », a-t-il expliqué.

Warren Cluney croit que les bonnes relations patronales-syndicales ont contribué à la longévité de sa présidence. « Dans l'ensemble, il règne une belle coopération entre les parties, avec beaucoup de donnant-donnant », a-t-il souligné.

Il offre d'ailleurs un conseil bien simple aux jeunes militants et dirigeants. « Il y a longtemps, j'ai appris qu'on ne pouvait pas tout obtenir en même temps. Allez-y un morceau à la fois. Soyez patient », a-t-il noté.

Il sait de quoi il parle. Au fil des ans, sa section locale a réussi à rapatrier à l'interne une série de services municipaux : le stade municipal, le service de lutte contre les incendies et, il y a trois ans, la collecte des déchets et le dépotoir. La ville a même acheté quatre bennes pour servir les 35 000 citoyens.

Warren Cluney n'est pas prêt à accrocher ses patins. Il est maintenant vice-président de la section locale. Comme il le dit si bien, il a ça dans le sang.

■ John McCracken



On ne protège pas la liberté en la sacrifiant

Le projet de loi C-51 déposé par les Conservateurs de Stephen Harper restreint considérablement les droits et les libertés des Canadiens.

Après avoir analysé ce projet de loi en détail, le chef néo-démocrate Thomas Mulcair a annoncé que son parti s'y opposerait.

Les Libéraux ont admis que le projet n'était pas parfait, mais ils ont quand même choisi de l'appuyer. Devant des étudiants de l'Université de la Colombie-Britannique, Justin Trudeau a déclaré qu'une fois au pouvoir, les Libéraux modifieront la loi. Pendant la période de questions, une étudiante a lancé : « Monsieur, en appuyant un projet de loi que vous savez être dangereux, puis en promettant de le modifier une fois élu, vous prenez nos droits en otage en exigeant notre vote comme rançon. »

Bien dit.

Pour le NPD, des aspects du projet de loi C-51 posent de sérieux problèmes. Par exemple, C-51 accorde de nouveaux pouvoirs au SCRS sans accroître les mesures de contrôle. On parle ici d'articles susceptibles de restreindre le droit à la dissidence, alors que le gouvernement n'a aucun plan pour contrer la radicalisation dans nos communautés.

De nombreuses personnalités affirment que cette soi-disant loi antiterroriste va trop loin. Quatre ex-premiers ministres s'inquiètent de sa vaste portée. Le commissaire à la vie privée, qui relève du Parlement, dit ne pas disposer des pouvoirs et des ressources nécessaires pour superviser l'application. Enfin, ce projet de loi ternit la réputation du pays, les médias étrangers rapportant qu'il pourrait porter atteinte aux droits de la personne. Le Conseil exécutif national du SCFP a adopté une résolution appelant à la mobilisation des membres du SCFP contre le projet de loi C-51 du gouvernement conservateur qui menace les libertés civiles et la démocratie. Dans les faits, le projet de loi permettra d'espionner les Canadiens.

Une centaine d'avocats de renom ont adressé aux députés une lettre ouverte dans laquelle ils expriment leur « vive inquiétude » face au projet de loi C-51. Ils jugent le projet de loi conservateur « dangereux en raison des répercussions qu'il pourrait avoir sur la primauté du droit, les droits protégés par la Constitution et le droit international, ainsi que la vitalité de la démocratie canadienne ».

Les audiences du comité parlementaire ont pris fin en mars et tous les amendements proposés par l'opposition ont été rejetés par les Conservateurs. Le projet de loi demeure donc radical, dangereusement vague et probablement inefficace. Bref, ce projet de loi est trop vaste, dangereusement vague et probablement inefficace.

Pour plus d'informations, rendez-vous à SCFP.CA

■ Riccardo Filippone

PRÉSIDENT NATIONAL PAUL MOIST

Nous sommes à une élection près

Depuis des décennies, les gouvernements libéraux et conservateurs répètent aux Canadiens qu'ils doivent se contenter de moins. En 2015, nous avons l'occasion de mettre fin au cynisme et de voter pour le vrai changement. Les membres du SCFP doivent donc s'impliquer lors de la prochaine campagne électorale.

Le NPD partage notre engagement envers les services publics de qualité offerts au quotidien par les membres du SCFP.

Le NPD, tout comme le SCFP, croit qu'il faut protéger les bons régimes de retraite et bonifier le Régime de pensions du Canada, afin que tous les travailleurs puissent vivre leur retraite dans la dignité.

On peut faire confiance au NPD pour renforcer notre système de santé public.

Un gouvernement NPD offrira aux familles des services de garde abordables et de qualité.

Enfin, le NPD bâtira une économie durable qui créera des emplois décents pour tous, une économie qui bénéficie aux travailleurs.

Ces changements nous permettront de bâtir un meilleur pays. Mais pour remporter cette élection, le NPD a besoin de notre aide.

Nous devons nous impliquer, convaincre nos amis et nos voisins et aller voter.

Ne vous laissez pas influencer par les campagnes de peur.

Remplacer un gouvernement hostile par un autre gouvernement hostile ne nous donnera pas le changement dont nous rêvons. Pour obtenir ce changement, il faut voter pour ce en quoi on croit, voter pour un gouvernement digne de confiance.

Depuis la dernière élection qui lui a permis de former l'opposition officielle, le NPD a démontré qu'il est prêt à gouverner.

Thomas Mulcair est le chef le plus susceptible de voir les appuis de son parti croître lors de la prochaine campagne. Il possède les principes, les idées et l'expérience que la population recherche dans un premier ministre.

Le NPD n'a jamais été aussi fort. La victoire est à portée de main, à une élection près.

Ensemble, œuvrons à l'élection d'un gouvernement fédéral qui se battra pour les gens ordinaires. Avec le NPD de Thomas Mulcair, vous pouvez voter pour le vrai changement et l'obtenir.

PAUL MOIST EN LIGNE twitter.com/CUPENatPres



FOCUS:

LES ENJEUX



Le changement qui compte vraiment pour les travailleurs, leurs proches et leurs communautés

Lors de la prochaine campagne électorale fédérale, le SCFP et ses membres doivent s'impliquer pour améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens.

« Les gouvernements conservateurs et libéraux répètent, depuis trop longtemps, qu'on doit se contenter de moins. Il est temps de mettre fin aux politiques qui n'aident que les riches et les gens qui entretiennent de bonnes relations.

Comment? En votant pour des mesures qui profiteront aux travailleurs, à leurs proches et à leurs communautés. Pendant la campagne électorale, le SCFP et ses alliés du mouvement syndical réclameront donc des améliorations sur quatre fronts : les garderies, les retraites, la santé et l'emploi. En 2015, nous pouvons élire un gouvernement qui fera les changements qui comptent aux yeux des travailleurs », a déclaré le président national du SCFP, Paul Moist.

Garderies



Partout au pays, les parents travaillent fort et font des sacrifices pour assurer à leurs enfants un bon départ dans la vie. Malheureusement, le coût des places en garderie fait exploser le budget de bien des familles. De plus, ce sont souvent les femmes qui en paient le prix, s'absentant du travail ou, pire, acceptant un poste inférieur parce qu'elles ne

trouvent pas de place fiable en garderie. Nous avons besoin de places fiables. Il est temps de mettre sur pied un réseau national de garderies.

Retraites



On dénombre plus de 11 millions de Canadiens sans régime de retraite au travail. Moins du quart des Canadiens cotisent à un REER. Notre pays fait face à une incontestable crise des retraites. La solution la plus efficace et abordable consiste à bonifier le Régime de pensions du Canada. Les gens ont droit à la dignité à la retraite. Bonifions le Régime de

pensions du Canada et protégeons les régimes de retraite au travail.

Santé



Après 25 ans de négligence fédérale, le système de santé public tombe en ruine. Cinq milliards de Canadiens n'ont pas de médecin de famille et la population vieillit. Il faut agir tout de suite. Pour assurer à tous les soins de qualité dont ils ont besoin, il faut annuler les compressions budgétaires de 36 milliards de dollars des Conservateurs. Il est également temps de se doter d'un régime national d'assurance-médicaments. Il faut aussi procéder à des

Suite à la page suivante

Les syndicats et le NPD

Les milliers de membres du SCFP présents au congrès national de 2013 ont adopté une résolution d'appui au Nouveau Parti démocratique du Canada (NPD) en prévision des élections fédérales de 2015.

Le SCFP soutient d'ailleurs le NPD depuis sa fondation.

Pourquoi? Parce que c'est notre parti.

C'est le seul parti qui fait passer les intérêts des travailleurs avant tout.

Une histoire commune

« Après de trop nombreuses décennies de gouvernements libéraux et conservateurs qui

ignoraient les intérêts des gens ordinaires, le SCFP et ses partenaires du mouvement syndical ont décidé de créer un nouveau parti politique pour représenter les travailleurs », a rappelé le secrétaire-trésorier national du SCFP, Charles Fleury.

En 1956, après que les prédécesseurs du SCFP aient participé à la fondation du Congrès du travail du Canada (CTC), ce dernier et le Parti social-démocratique du Canada (PSDC) ont entamé des négociations en vue d'une alliance entre syndicats et politiciens progressistes.

En 1958, le CTC et le PSDC ont mis sur pied un comité mixte, le Comité national pour le nouveau parti, une étape préalable à la création d'un nouveau parti politique social-démocratique.

Ce comité a travaillé pendant trois ans pour jeter les bases du nouveau parti. Puis, au terme d'un congrès de fondation qui en fixa les principes, les politiques et les structures, le Nouveau Parti démocratique est né en 1961. L'ex-premier ministre social-démocratique de la Saskatchewan et initiateur de l'assurance-maladie, Tommy Douglas, devient alors le premier chef du NPD fédéral.

« Oui, le NPD appuie les besoins des membres du SCFP et les communautés canadiennes, mais c'est plus que ça. Nos membres ont participé à sa création. C'est notre parti », a déclaré Charles Fleury.

Le seul parti des gens ordinaires

Votre syndicat est membre fondateur du NPD et il est toujours un de ses affiliés. Mais est-ce pour cela que vous devriez voter pour le

NPD? Pas exactement.

Tout d'abord, vous devriez appuyer le NPD parce qu'il est le seul parti à proposer un programme destiné aux travailleurs et aux gens ordinaires.

Libéraux et Conservateurs, c'est du pareil au même. Ils sont contrôlés par des intérêts éloignés des travailleurs et, depuis des décennies, ils résistent au changement pour satisfaire les intérêts de l'entreprise privée, des riches et des puissants.

Le NPD promet de protéger votre régime de retraite, d'assurer votre sécurité financière à la retraite, d'offrir des services de garde abordables, d'assurer l'avenir de notre

système de santé et de créer de bons emplois tout en protégeant l'environnement. Aucun parti n'arrive à la cheville du NPD pour les engagements dans ces domaines.

Et nous sommes à une élection près d'obtenir ce vrai changement.

« À l'approche de la campagne 2015, rappelons-nous de la force du partenariat entre le SCFP et le NPD, rappelons-nous que le NPD est notre parti, mais rappelons-nous surtout que ce parti constitue le meilleur choix pour assurer un meilleur avenir à nos proches et aux communautés canadiennes », a conclu Charles Fleury.

■ Riccardo Filippone



Suite de la page précédente

investissements ciblés dans les soins palliatifs, les soins à domicile et la santé mentale pour offrir au personnel soignant le soutien dont il a besoin et, aux aînés, des soins abordables de qualité dans le confort de leur foyer.

Emploi



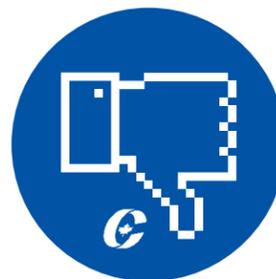
Les travailleurs ne profitent pas de l'économie actuelle. Les intérêts corporatistes poussent les salaires vers le bas, alors que ceux-ci stagnent déjà depuis longtemps. Et alors que les familles peinent à joindre les deux bouts, on coupe les services publics dont elles ont besoin. Nous

avons besoin d'emplois décents, de renforcer les services publics qui font tourner l'économie et d'un régime fiscal où chacun, même les compagnies, paie sa juste part.

« Alors que l'écart salarial se creuse, que les services publics s'amenuisent, que les perspectives d'emploi de nos jeunes s'assombrissent, les travailleurs ont besoin d'un véhicule politique fort, d'un parti qui a le sort des travailleurs à cœur. Avec Thomas Mulcair et le NPD, nous pouvons voter pour le vrai changement et l'obtenir », a conclu Paul Moist.

■ Philippe Gagnon

Les positions des partis



Garderies : créer des places à 15 dollars par jour pour aider les familles.

Retraites : doubler les prestations du Régime de pension du Canada pour que tous les retraités vivent dans la dignité.

Santé : annuler les compressions de 36 milliards de dollars pour aider le système public de santé.

Emploi et économie : instaurer une fiscalité où les entreprises font leur part et consolider les services publics.

Comme les élections fédérales approchent à grands pas, il est important de connaître la position des partis dans les dossiers qui comptent le plus aux yeux des travailleurs. Cela vous aidera à choisir votre parti, mais aussi à convaincre votre entourage que, pour bâtir le pays dont nous rêvons, il faut voter pour du vrai changement. Voici ce que disent les principaux partis sur nos quatre principaux enjeux :

Garderies

Avec le NPD, nous sommes à une élection près d'offrir aux parents des services de garde fiables. Le NPD a un plan pour créer un million de places abordables en garderies, des places qui ne coûteront pas plus de 15 dollars par jour.

Alors que le coût des services de garde grimpe en flèche, atteignant parfois 2000 dollars par mois par enfant, les Conservateurs proposent un chèque de 160 dollars par mois par enfant de moins de six ans et un crédit d'impôt qui ne profitera qu'aux familles les plus riches.

Les Libéraux ont promis des garderies abordables pendant 13 ans, sans livrer la marchandise. Cette fois-ci, ils ne promettent rien.

Régimes de retraite

Le NPD bonifiera le Régime de pensions du Canada, en plus de protéger les régimes de retraite déjà en place.

Les Conservateurs ont repoussé l'âge de la retraite à 67 ans. Ils refusent de bonifier le Régime de pensions du Canada. Même si la population appuie massivement cette solution, les Conservateurs font passer les intérêts des banques, des institutions financières et des lobbyistes de droite en premier.

Partout au pays, les gouvernements libéraux s'attaquent aux régimes de retraite du secteur public. Ils refusent aussi de bonifier le Régime de pensions du Canada.

Santé

Le NPD annulera les compressions de 36 milliards de dollars en santé et mettra sur pied un régime national d'assurance-médicaments. Il investira aussi dans les soins palliatifs, les soins à domicile et la santé mentale.

Le bilan des Conservateurs de Harper en matière de santé est désastreux : compressions, listes d'attente plus longues et hausse fulgurante du prix des médicaments.

À ce jour, les Libéraux restent muets sur l'annulation des compressions, sur un investissement dans l'assurance-médicaments ou les soins de longue durée. Dans les années 1990, ils ont coupé des milliards de dollars en santé.

Emploi et économie

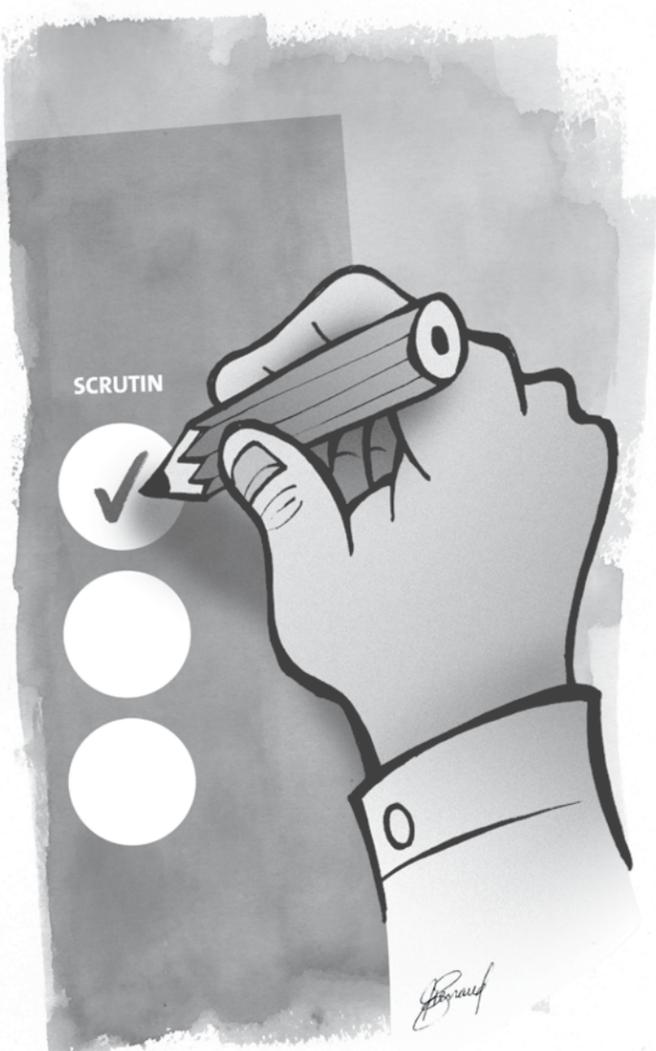
Pour le NPD, la croissance économique passe par de bons emplois, bien rémunérés, pour tous. Son plan consiste à consolider les services publics, à investir dans les infrastructures et à instaurer un régime fiscal où chacun, même les compagnies, paie sa juste part.

La stratégie économique des Conservateurs consiste à baisser les salaires. Ils ont permis aux entreprises d'exploiter les travailleurs étrangers temporaires pour un salaire moindre. Ils ont coupé dans l'assurance-emploi pour forcer les gens à travailler pour moins cher. Enfin, ils ont coupé dans les services publics de qualité pour financer les baisses d'impôts accordées aux riches et aux entreprises qui font des profits.

La stratégie libérale ressemble à celle des Conservateurs. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, les Libéraux ont mis en œuvre des politiques économiques qui lèsent les travailleurs et qui profitent aux plus riches.

■ Mathieu Vick

Têtes-à-têtes!



Les travailleurs en milieu scolaire font fonctionner les écoles ontariennes

Le Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario (CCCSO) a tenu des votes de grève auprès de ses 55 000 membres en mars. Il représente notamment les aides-éducatrices, les concierges, les éducatrices à la petite enfance, les moniteurs de langue, les administratrices scolaires, les gens de métier et les bibliothécaires œuvrant en milieu scolaire.

Ces travailleurs se préparent en vue de négociations qui se dérouleront à la table provinciale, mais aussi au niveau des conseils scolaires. Ils doivent composer avec le climat d'austérité qui prévaut et avec les conséquences des conventions collectives imposées dans la foulée de la loi 115 de 2013. En raison de cette loi, les travailleurs n'ont plus aucune confiance envers le gouvernement. Les tensions déjà présentes sont exacerbées par la volonté de fermer des écoles.

Les travailleurs en milieu scolaire de l'Ontario affiliés au SCFP se mobilisent et profitent de toutes les tribunes pour faire connaître leurs priorités en vue des négociations. « Nous voulons nous assurer qu'on parlera de sous-traitance, de violence et de supervision dans ces négociations. Nos membres composent quotidiennement avec la violence dans leur milieu de travail, mais le gouvernement ne veut pas en parler. Nous voulons ramener des tâches à l'interne pour générer des économies qui profiteraient à tous, mais le gouvernement ne veut pas discuter non plus. Nous avons donc décidé de prendre les devants et de discuter de ces dossiers avec nos membres et avec les citoyens. Nous expliquons le rôle essentiel que nous jouons dans le réseau ontarien de l'éducation », a souligné la présidente du CCCSO, Terri Preston.

■ Andrea Addario

Dear CUPE members,

Beginning March 18, you will have an opportunity to vote in the Metro Vancouver Transportation and Transit Plebiscite.

CUPE BC is supporting the "Yes" campaign. We urge you, as union members, public sector workers, and more importantly, as residents of our communities to vote "Yes." Just by making a ballot marked "Yes," we can send a strong message in support of public services.

We'll all get better transit, and less congestion, if the plebiscite is successful.

In solidarity,

Mark Hancock
President

CUPE members in Metro Vancouver can send a strong message of support for public services. Please vote YES.

E: politicalaction@cupe.bc.ca | @CUPEBCNews | CUPE BC | CUPEBC

All ballots MUST be received by **May 29** so vote early!

A YES vote means:

- ✓ 221 new skytrain cars
- ✓ 50% more sea bus service
- ✓ 80% more NightBus service
- ✓ Broadway Subway Line
- ✓ 30% more Handi Dart
- ✓ 2700 km of bikeways
- ✓ New, safer Patullo Bridge
- ✓ 10 new Westcoast Express cars

PLEDGE YOUR VOTE!
cupebcvotes.com

Oui au transport en commun!

Les Libéraux de la Colombie-Britannique organisent un plébiscite dans le Grand-Vancouver sur une hausse de 0,5 pour cent de la taxe de vente provinciale. Cette hausse vise à financer les améliorations aux réseaux de transport en commun proposées à l'organisme gouvernemental Translink par le Conseil des maires. Le SCFP de la Colombie-

Britannique mène une campagne à l'interne en appui au camp du « oui ». Le président national du SCFP, Paul Moist, et le maire de Vancouver, Gregor Robertson, ont participé à une assemblée publique téléphonique en compagnie du secrétaire-trésorier du SCFP de la Colombie-Britannique, Paul Faoro, pour promouvoir le « oui » auprès de quelque 35 000 membres

du SCFP de la région de Vancouver.

Ce plébiscite se déroule par la poste du 16 mars au 29 mai. Si le « oui » l'emporte, le plan proposé par le Conseil des maires permettra d'apporter diverses améliorations aux infrastructures routières et aux ponts de la région, en plus d'accroître la fréquence des autobus et des rames du SkyTrain.

■ Clay Suddaby

en bref

Île-du-Prince-Édouard

À l'Île-du-Prince-Édouard, le SCFP a l'intention de faire de la réforme de l'assurance-emploi un enjeu électoral lors de la prochaine campagne fédérale.

En partenariat avec la Coalition provinciale pour une assurance-emploi équitable, le SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard a envoyé un questionnaire à tous les partis politiques fédéraux.

« Nous voulons connaître leur position dans ce dossier, pour aider les citoyens à prendre une décision éclairée le jour du scrutin. Nous publierons les résultats dans les médias provinciaux avant le déclenchement des élections », a expliqué la présidente du SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard, Lori MacKay.

Ontario : Burlington

La région de Burlington a subi de terribles inondations en août dernier. À cette occasion, les membres de la section locale 44 du SCFP ont fourni des services inestimables à la municipalité et à ses citoyens. La section locale a aussi contribué 10 000 dollars aux efforts humanitaires. Les différents niveaux de gouvernement ont égalé cette somme.

La Cour suprême reconnaît le droit constitutionnel des travailleurs canadiens de faire la grève

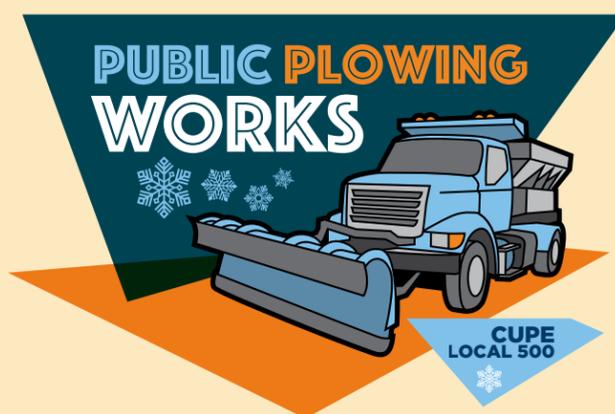
« Pour les travailleurs, la possibilité de faire la grève est un aspect fondamental de la négociation collective et une des pierres d'assise d'une société libre et démocratique. La reconnaissance de ce droit pour tous les travailleurs des secteurs public et privé par le plus haut tribunal au pays est donc d'une importance capitale, » a déclaré le président national du SCFP, Paul Moist.

Une loi sur le travail adoptée par la Saskatchewan en 2008, la *Public Service Essential Services Act*, est à l'origine de la décision rendue récemment. Cette loi injuste déterminait quels employés de la fonction publique pouvaient faire la grève. La Cour suprême a invalidé cette loi parce qu'elle ne respecte pas le droit à la liberté d'association de ces travailleurs de la Saskatchewan, un droit garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés*. Dans son jugement, la Cour affirme que tous les travailleurs, dans toutes les provinces, ont le droit constitutionnel de faire la grève ou de disposer d'un autre moyen pour résoudre leurs conflits de travail dans les cas où leur travail est essentiel à la santé ou à la sécurité de la population.

Manitoba

La section locale 500 du SCFP, qui représente les employés municipaux de Winnipeg, a lancé une campagne d'appui au déneigement public, dans l'espoir de ramener ce travail à l'interne. Des entrepreneurs privés effectuent les quatre cinquièmes du déneigement à Winnipeg. La section locale a lancé une ligne téléphonique sans frais pour inciter les citoyens à faire état des problèmes occasionnés par le déneigement privé. Les témoignages ainsi recueillis serviront à démontrer au conseil municipal que le secteur public peut déneiger les rues mieux et à meilleur prix que le privé.

Pour en savoir plus sur les efforts de la section locale 500, visitez le WPGSNOW.CA.



Fonds canadien pour l'emploi : un recul pour les travailleurs

En 2014, le gouvernement conservateur a conclu un accord de six ans sur la formation de la main-d'œuvre avec les provinces et les territoires. Le SCFP a demandé à une spécialiste de la question, Brigid Hayes, de se pencher sur les répercussions de cet accord connu sous le vocable de Fonds canadien pour l'emploi.

Son étude démontre que le Fonds canadien pour l'emploi constitue un recul important pour les travailleurs les plus vulnérables. D'ici quelques années, seulement 30 pour cent des sommes actuellement consacrées à l'apprentissage et à l'alphabétisation seront disponibles.

Le rapport de M^{me} Hayes peut être consulté à SCFP.CA/ALPHABETISATION.

Lutte à l'austérité : le Québec se mobilise



Depuis son élection en avril 2014, le gouvernement libéral de Philippe Couillard prône l'austérité économique même s'il parle plutôt de «rigueur budgétaire» ou de «redressement des finances publiques». Il réduit les dépenses pour atteindre, coûte que coûte, l'équilibre budgétaire en 2015-2016

Toutes les dépenses de l'État, incluant celles en santé et en éducation (les deux plus gros postes budgétaires), sont dans la mire du premier ministre Couillard et du président du Conseil du trésor, Martin Coiteux. Le gouvernement libéral prévoit notamment la fusion d'établissements et même la disparition complète d'agences ou de

commissions scolaires, et ce, même si des experts ont prouvé que peu d'économies réelles seraient réalisées en bout de ligne.

«L'austérité, ce n'est pas seulement des suppressions de poste, mais aussi l'élimination de services gouvernementaux. Le gouvernement Couillard coupe dans les services publics pour plaire au patronat, au détriment de la classe moyenne », a déclaré la présidente du SCFP-Québec, Lucie Levasseur.

La liste des autres secteurs potentiellement affectés par les mesures d'austérité gouvernementales est longue : financement de la culture, soutien financier aux régions, environnement, petite enfance et aide aux personnes handicapées, etc.

Pourtant, dans un rapport rendu public en mars 2014, même le Fonds monétaire international (FMI) reconnaît que les mesures d'austérité imposées dans de nombreux



pays nuisent à l'économie et à la croissance, en plus d'augmenter les inégalités socioéconomiques. Si le coût social et économique de l'austérité est lourd de conséquences, pourquoi suivre cette route qui condamne déjà le Québec à plus de pauvreté et à moins de services?

Heureusement, la résistance s'organise. Les centrales syndicales, les groupes de lutte à la pauvreté, les associations étudiantes et les regroupements communautaires ont décidé de former un collectif pour lutter contre l'austérité. «L'objectif est de se doter d'un plan d'action et de mobilisation commun », a expliqué Lucie Levasseur.

À la fin de l'automne dernier, 125 000 personnes sont descendues dans la rue à Montréal et à Québec pour dénoncer les mesures d'austérité du gouvernement Couillard.

Comme le rôle d'un syndicat est non seulement de défendre les intérêts de ses membres, mais aussi ceux de l'ensemble de la population, le SCFP est fier de participer au collectif *Refusons l'austérité* et à ses activités.

■ Sonia Marcoux

Entente relative aux négociations dans le secteur de la santé en N.-É.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et les syndicats du secteur public sont parvenus à une entente au sujet de la représentation des travailleurs de la santé à l'emploi de l'état. Cet accord a dénoué une impasse qui durait depuis plusieurs mois.

Les travailleurs de la santé protestaient contre l'adoption, l'automne dernier, d'une loi qui fusionne les conseils de la santé et qui aurait fait passer le nombre d'unités d'accréditation de 53 à quatre d'ici le premier avril 2015.

« Tout au long de cette bataille, les syndicats partageaient le même objectif : conserver leurs membres. Avec cet accord, c'est mission accomplie. Nous sommes heureux que le gouvernement accepte de chercher, avec les syndicats, un moyen de simplifier les négociations tout en respectant les droits des travailleurs », a expliqué le président de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse, Rick Clarke. Les quatre syndicats (NSGEU, NSNU, SCFP et Unifor) continueront de représenter leurs membres et de négocier leurs conventions collectives au sein de quatre conseils syndicaux divisés comme suit : soins de santé, soins infirmiers, travail de bureau et services de soutien.

■ John McCracken

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

Au sein d'un syndicat national, nous sommes tous plus forts

Le SCFP compte 630 000 membres. Notre syndicat tire sa force de vos efforts quotidiens, du militantisme dans ses sections locales, ses secteurs et ses divisions, des luttes et des campagnes qui se déroulent dans les régions, bref : de la somme de nos actions.

Grâce à notre force collective, nos membres n'ont pas à affronter seuls les employeurs et les gouvernements. Nous avons 80 millions de dollars dans notre Caisse nationale de grève, de quoi soutenir chaque section locale qui décide de faire la grève.

Nous sommes le plus grand syndicat au pays. Nous sommes capables de faire invalider les lois injustes par les tribunaux. Pour défendre le droit de grève en Saskatchewan, nous sommes allés jusqu'en Cour suprême. Nous protégeons les régimes de retraite albertains contre les compressions. Nous défendons

le droit à la négociation à Radio-Canada au Québec et à Moncton. D'un océan à l'autre, votre syndicat national défend ses membres.

En ce moment, votre syndicat national participe à des campagnes pancanadiennes visant à consolider et à bonifier le système de santé, à repenser les services de garde, à protéger les régimes de retraite au travail, à améliorer le Régime de pensions du Canada, à renforcer les services publics et à transformer notre économie pour offrir de bons emplois à tous.

Notre syndicat est fort, mais il ne faut pas tenir cette force pour acquise. Nous devons discuter avec nos membres directement, un à un, grâce au projet *Ensemble pour un monde plus juste*. Le changement pour lequel nous nous battons profitera aux travailleurs, aux familles et aux communautés de partout au pays.

Dans notre budget 2015, nous avons prévu des centaines de milliers de dollars pour faire sentir notre présence lors de la campagne électorale fédérale. Pour se débarrasser du gouvernement antisyndical de Harper et élire un gouvernement qui a les intérêts des travailleurs à cœur, nous aurons besoin de l'implication de tous nos membres et de nos militants. Ensemble, changeons l'avenir de notre pays en portant le NPD au pouvoir.

CHARLES FLEURY EN LIGNE  twitter.com/CUPENatSec



N'IGNOREZ
PAS LES
ENJEUX
QUI SONT
IMPORTANTES
POUR VOUS

VOTER
ÇA COMPTÉ

SCFP.ca

